



**Pins.** Lorsque les Immeubles Concordia furent identifiés comme nouveaux et uniques propriétaires du secteur, cette même stratégie provoqua une montée de colère des résidents à l'endroit des promoteurs.

**SUITE DE LA PAGE 6  
L'AFFAIRE**

En août 1968, je procédai à une étude du quartier, sans tenir compte du projet. Il m'apparût évident que les loyers de Cité Concordia seraient de 50% plus élevés, sinon le double ou le triple des loyers existants. Même si le projet devait s'avérer un véritable Éden, il ne servirait en rien les besoins de la population environnante, car ce paradis urbain n'était pas conçu pour eux. Au moins 85% des habitations du quartier étaient dans une condition acceptable, et leur démolition, alors que la ville avait un urgent besoin d'habitations à loyers modiques,

semblait un geste socialement irresponsable aux yeux de Melamed. La destruction d'un millier de ces habitations ne représentait pas la solution au besoin de renouvellement urbain. Melamed était irrité par le fait que la vision grandiose des promoteurs d'Immeubles Concordia «allait bouleverser la vie de tous ceux qui avaient habité le quartier jusque-là.» Il avait été impliqué aux États-Unis dans des confrontations entre des propriétaires et des locataires, et la même situation semblait vouloir se dessiner au Canada, alors que les gens commençaient à lutter pour leurs droits et à se regrouper pour défendre des causes sociales.

Le sort en était jeté, croyait-il.

Les droits des résidents d'une communauté et la survie d'un quartier ne faisaient pas le poids contre les droits des propriétaires et l'éventualité de réaliser un profit au détriment de coûts humains ou sociaux. Il allait tenter de modifier les plans de Cité Concordia et/ou l'attitude des élus et informer les résidents du quartier du danger qui les guettait, leur proposant en quelque sorte de jouer le rôle d'agent double. Melamed devint donc la taupe de ceux qui s'opposaient au projet, leur offrant des informations et de l'assistance technique.

**LISEZ LA SUITE DANS LE  
PROCHAIN NUMÉRO!**

**CONTINUED FROM PAGE 4  
NO IDLE MATTER**

segment of the population is working longer and harder as a consequence of business attempts to cut costs and "do more with less." The average North American employee is actually working a full month more than s/he did in 1969.

**Second scenario: The redistribution of work in society**

It is time, as André Gorz urges us, to seize the employment crisis as an opportunity to redefine the quality of life by discarding the myth of consumption without limits and assuring people a living income along with greater leisure time.

The reduction of work time is being discussed by political parties across the political spectrum, but it is the Greens in France who have devoted the most energy to placing the idea of work-sharing on the public agenda. They favour the institution of a 35-hour work week with provisions in the law al-

lowing businesses two years to make the transition.

Also in the forefront of the struggle for the 35-hour week in Europe are major trade unions. Their slogans: "Less work, but work for all"; "Don't waste your life earning a living."

Here in North America, unions remain somewhat ambivalent about the prospects of work-sharing. Their reservations derive from the likelihood that work time reduction will be accompanied by wage cuts.

There are no perfect solutions in this world, and achieving the desirable goals of less unemployment and greater leisure time will undoubtedly entail some costs. Barring a swift and thoroughgoing transformation of the social system, the reduction of work time will probably involve a slight decrease in wages at the outset, but it can and must be staggered in such a way that no cuts are made in the lower wage categories. This would have the additional salutary effect of reducing income inequality (after the U.S., Canada has the

highest degree of income inequality among OECD countries). At the same time, by reducing unemployment levels, a 35-hour week could actually strengthen labour's bargaining power. It would, moreover, permit a reduction in the contributions to unemployment insurance made by employees and employers, as well as reducing state welfare expenditures and expanding the tax base.

And, as the Belgian trade unionist Angelo Basile has observed: "The social project of...reducing work time for everyone in order not only to abolish unemployment but also to develop new spheres of autonomous activity inevitably subverts the logic of the system." ♦

**Vous gagneriez  
à être connu.  
Placez une annonce  
dans Place publique.**

**Become better known by  
placing an ad  
in Place publique.**

**SUITE DE LA PAGE 5  
LA DETTE**

que lors des années 1940, notre dette (comme pourcentage de PIB) était presque le double de ce qu'elle est présentement. Mais à cette époque, il existait une raison patriotique pour cette dette et surtout, les gens avaient du travail.

De plus, la croissance de la dette du secteur privé des dernières années est beaucoup plus inquiétante que celle du fédéral. En effet, les corporations, les institutions financières et les individus doivent environ 1600 milliards\$, soit le triple de la dette fédérale.

Selon l'OCDE, nous étions moyennement endettés il y a trois ans. Bien que la situation se soit détériorée depuis, elle n'est pas catastrophique. Notre position est tout de même plus encourageante que celle des États-Unis. Ce pays, le plus endetté du monde, a une

dette s'élevant à au moins 4000 milliards\$.

La solution évidente serait de diminuer les taux d'intérêt. Une autre serait d'encourager les Canadiens à acheter des obligations d'épargne du Canada; nous réussirions à garder la dette au pays et éviter de la voir s'envoler à l'étranger. D'autres préconisent un taux de taxation égal pour tous, mais ceci pourrait s'avérer une solution régressive. Certains suggèrent des mesures plus fermes de la part du gouvernement pour attraper les tricheurs; il semble cependant que les ressources et la volonté politique manquent à ce chapitre. Comme dans toute chose, aucune solution miracle n'existe. ♦

\* Ces données ont été fournies par le Réseau canadien d'action; coalition nationale sans but lucratif, qui s'est donnée comme mandat de protéger les intérêts des Canadiens et Canadiennes.

**C'est ma mère  
qui m'habille!**



**Collection Homme et Femme**

3416, avenue du Parc, Montréal, H2X 2H5  
Tél.: (514) 842-2537

Lun. au mer. 10h à 18h  
jeu. et ven. 10h à 21h • sam. 9h à 17h

**EDI**

**COIFFURE — ESTHÉTIQUE**

FEMME

HOMME

**Spécial d'ouverture  
pour femmes et hommes:**

**Coupe: 5,00\$ taxes incluses**

**Bienvenue à tous et à bientôt! Merci!**

Ouvert le dimanche  
de 13h00 à 17h00

**550, rue Sherbrooke Ouest (coin Union)  
Montréal H3A 1B9**

**Métro McGill**

**Tél.: 843-7180**